

"ABOLIR le système prostituteur"

Le mouvement du Nid est une des associations abolitionnistes à l'origine du projet de loi sur la prostitution. Entretien avec Daniel Mellier, son responsable à Lyon.

Êtes-vous favorable à la pénalisation des clients de prostituées?

Daniel Mellier: Oui. Nous sommes très largement à l'origine de cette idée. Dans le système prostituteur il y a la personne prostituée, le proxénète et évidemment le client, qui alimente la prostitution. C'est un rapport imposé par le pouvoir de l'argent à des personnes qui sont, la plupart du temps, dans des situations de grande précarité et en position de vulnérabilité. Il va de soi que les personnes prostituées n'ont pas de désir de rapport sexuel.

Faut-il pour autant pénaliser les clients?

La loi est beaucoup plus douce pour les clients que la loi sur le racolage de 2003 qui prévoit une amende de 3750 euros et jusqu'à des peines de prison pour la prostituée. Avec cette nouvelle loi, pour un premier acte, le client ne sera même pas condamné pour un délit. Ce sera une amende de 1500 euros. Le client qui est pris en infraction sera convoqué et invité à participer à des sessions de conscientisation. Un peu comme il en existe pour les conducteurs alcooliques. Ces stages permettront de mettre les clients de prostituées face à la portée de leurs actes.

Pourtant dans les pays où cette loi existe, comme en Suède, c'est un échec?

Ce n'est pas un échec. En Suède la

prostitution de rue a diminué d'environ 20-25 %. La loi décourage les proxénètes d'envoyer leur "marchandise" en Suède, parce que c'est trop risqué. Ça fait baisser l'attraction du pays pour le système prostituteur. Donc si les pays européens harmonisent leurs positions sur l'interdiction d'achat d'un acte sexuel, le trafic des êtres humains autour de la prostitution reculera.

Mais même les prostituées sont contre cette réforme?

Les prostituées nous disent que cette loi va rendre leur activité plus difficile. Mais ces personnes sont contraintes par une exigence de survie. Donc si on leur offre la possibilité de vivre autrement, elles sortiront de la prostitution. Car elles n'ont aucune envie d'y rester!

Vous n'êtes pas un peu naïf dans ce contexte économique où les boulots non qualifiés sont rares, surtout pour les femmes?

C'est un argument employé par beaucoup de prostituées qui disent que c'est difficile de retrouver un travail. J'en conviens. Et c'est vrai que le gouvernement, malgré les dispositions de la loi en faveur des personnes prostituées, ne pourra pas trouver un travail à tout le monde.

Vous n'infantilisez pas un peu ces femmes?

Ce n'est pas une infantilisation,

c'est reconnaître que le problème est compliqué et qu'on est sur une position difficile pour un certain nombre de raisons matérielles. Mais on est convaincus qu'il faut avancer dans ce sens. La prostitution est un moyen de vivre, mais quand on arrive à dépasser la première réaction d'opposition, certaines prostituées comprennent que ce qu'elles vivent là ne fait pas leur bonheur.

Vous voulez éradiquer la prostitution?

Non. On ne souhaite pas une prohibition de la prostitution car cela qualifie la personne prostituée de délinquante et de criminelle. C'est pourquoi on parle d'abolition du système prostituteur. La prostitution continuera probablement, encore longtemps... Mais c'est important qu'une société qui se veut progressiste et humaniste, pose ce principe commun qu'on n'achète pas le corps d'un autre. C'est une question de dignité humaine, comme l'abolition de l'esclavage, l'interdiction du viol et du harcèlement sexuel.

Vous êtes des religieux intégristes, des puritains?

Il y a chez nous de gens de toutes origines philosophiques et religieuses et il y a certainement 85 % de non croyants et d'athées chez nous. On nous accuse aussi de moralisme mais est-il possible, de construire une vie ensemble si on n'a pas des références éthiques communes? Qui vit sans morale? Tout projet de société est construit à partir de valeurs morales.

"Un manque à gagner"

Grignette, 62 ans, travaille depuis 25 ans sur la Nationale 7 vers Notre-Dame-de-Limon dans le Rhône. Cette prostituée "historique" est contre le projet de loi. "Avant de punir nos clients il faudrait d'abord qu'ils s'occupent de clients de dealers! Mais forcément plus facile de sanctionner les prostituées puisque nous sommes encore considérées comme des pestiférées dans la société. Mais comment on va verbaliser les clients? Je leur fais garer les voitures ailleurs? Je suis contre la pénalisation des clients car évidemment c'est un manque à gagner énorme. Je suis française donc moi aussi j'ai des taxes et des impôts à payer! Verbaliser les clients c'est mettre plus de gens au chômage. La loi sur le racolage n'était pas appliquée. Je n'ai reçu aucun PV en 10 ans. En réalité les filles qui étaient verbalisées c'était pour stationnement gênant. C'est normal, on ne va pas se garer à la sortie de l'église ou devant une école... Mais la pénalisation des clients, c'est une catastrophe car on n'aura cinq fois moins d'activité. Et j'aimerais bien que, le 27 novembre à l'Assemblée, les députés qui ne sont pas allés voir les prostituées lèvent le doigt!"



© ERIC SOUDAN / AIPACA